

original: integrationsbüro

kopien : brf jac kjp sin dy kt la sru pgf aj ay ra

bruxelles, le 17 juillet 1989

u r g e n t

S. C. U. J. J. O. O. (A. U.)

0076hhhhh

va a: bi

copies: - secretaire d'etat blankart
 - secretaire d'etat jacobi
 - ambassadeur arioli
 - dfae direction politique
 - dfae ddip

directement par data care

- delegation suisse aupres gatt et aele, geneve
- ambassades de suisse dans la ce: rome, paris, bonn, athenes, madrid, lisbonne, londres, dublin, copenhagen, la haye, luxembourg, bruxelles
- ambassades de suisse dans aele: oslo, helsinki, vienne, stockholm
- ambassade de suisse a moscou, washington

conference de presse de m. mock a bruxelles - candidature autrichienne a la ce

dans atmosphere des grands jours de la salle de presse du conseil des communautes, ministre autrichien des affaires etrangeres mock (m), qui venait de remettre lettre de candidature a son collegue dumas, a brievement expose la position de son pays avant de repondre a de nombreuses questions presque toutes centrees sur le probleme de la neutralite.

m a d'abord indique que l'autriche, etat europeen democratique et pluraliste, faisait valoir le droit de presenter sa candidature, celle-ci etant d'ailleurs une reponse a l'appel du preambule du traite de rome ("... resolu a affermir ... les sauvegardes de la paix et de la liberte, et appelant les autres peuples de l'europe qui partagent leur ideal a s'associer a leur effort..."). l'autriche, a-t-il ensuite souligne, a la volonte d'accepter l'integralite des obligations et des droits de membre, elle est prete aussi a assumer solidarite communautaire (m s'est refere expressément a la cohesion). m a brievement rappele les interets et les ideaux de son pays, situe geo-politiquement au coeur de l'europe, en insistant que la candidature n'est pas seulement fondee

original ging an: - integrationsbuero

kopien gingen an: - bawia

- vertr. europarat strassburg (mit kurier)

17.07.89

19h45

-t-

smi



sur des considerations economiques, mais aussi et surtout sur des raisons d'ordre politique. la neutralite est ainsi une "contribution specifique de l'autriche au maintien de la paix et de la securite en europe". la demande s'inscrit dans la continuite de la politique d'integration et de la politique etrangere de vienne.

au terme de son expose liminaire, m a indique que l'autriche s'attend de la part de la communaute a "une position ouverte et constructive" (faisant allusion expressement a l'avis que la communaute doit donner conformement a l'art. 237). il a enfin dit que son pays, jusqu'au jour de l'adhesion, resterait un membre loyal et actif de l'aele. c'est aussi l'interet de l'autriche, a-t-il precise, que d'amenager des arrangements sectoriels (il s'est refere au discours du president delors du 17 janvier 1989, precisant dans ce contexte que l'acquis obtenu avec les pays aeel serait immediatement repris).

en reponse aux questions, m, tres a l'aise et avec une remarquable concision, a fortement souligne que son pays acceptait sans reserve les finalites de l'union politique et qu'il ne voyait pas de contradiction entre les obligations decoulant du traite de rome et le statut de neutralite. interroge sur le cas des sanctions contre la pologne, il a laisse entendre que son pays se determinerait, pour des cas similaires, selon les conditions politiques qui prevaudraient dans le futur. sur les reactions possibles de l'urss, m a indique que dans ses discussions avec m. chevardnaze, il y avait eu des points sur lesquels ils etaient d'accord, d'autres ou il y avait des vues differentes (notamment a propos des implications militaires d'une adhesion). concernant le debut des negociations, m a souligne que son pays etait realiste, que le plus tot serait - compte tenu des disponibilites de la commission - a l'achevement du marche interieur prevu pour la fin 1992.

il faut noter enfin qu'aucune question n'a porte sur les relations de l'autriche avec les pays aeel, ni sur le dossier delicat des transports.

conclusion: pas de questions embarrassantes pour m, exercice reussi et sans fausse note.

p.s.: je pars de l'idee que texte de la lettre de m a roland dumas vous est connu. reviendrai demain sur reactions du conseil affaires generales qui siege en ce moment.
mayor

mission